

6 juin 1750

1

*suite*

*Histoire  
Goumondie  
1015*



# P R E C I S

Du Procez à juger en la Seconde  
Chambre des Enquêtes, au Rapport  
de Monsieur DE LACOLONIE,  
Conseiller du Roy en la Cour.

BIBLIOTHEQUE  
DE LA VILLE  
DE PERIGUEUX

POUR Me. Martial Goumondie, Avocat, Bour-  
geois de Perigueux.

CONTRE Messire Jean de Bertin, Conseiller du  
Roy, Maître des Requêtes honoraire de son Hôtel,  
Conseiller honoraire au Parlement, Seigneur Comte  
de Bourdeille, & autres Places.

ET contre la Dame de Fumel, & le Sieur de Cescant,  
Seigneur de Saint Just, son fils.

B GZ 68

CE Procès subsiste depuis plus de quatre-vingts ans, il con-  
cerne quatre boisseaux de Froment, mesure de Perigueux,  
de rente directe & la suite, que deux Seigneurs, dans des tems  
de trouble, ont voulu s'approprier en entier, comme formans  
tout le devoir, & qu'ils ont ensuite doublé pour s'accommoder  
aux dépens des Tenanciers.

Le Titre constitutif est de 1461. il comprend la rente sous les  
termes de *unius oneris sive Salmatae Frumenti*, &c. le menu cens  
consistoit en 20. sols de Monnoye courante, & en 2. sols 6. de



niers d'acapte, le tout établi sur un Tenement nommé *Puychaut*, situé dans la Paroisse de Saint Just, qui faisoit partie de la Seigneurie de Bourdeille.

En exécution du Titre, les Tenanciers n'ont jamais payé que quatre boisseaux Froment, quatre boisseaux Avoine, & 20. sols d'argent : en voici la preuve.

En 1527. François de Bourdeille voulant regler l'apanage de Jean son frere cadet, lui délaissa toute la Paroisse de Saint Just en toute Justice, avec les rentes qui y étoient répandues, *sous la seule & unique reserve d'un hommage* ; Mr Bertin en a produit le Contrat sous cote 6. I.

Parmi les Tenanciers l'on comprit les possesseurs du Tenement de Puychaut pour quatre boisseaux & les 20. sols d'argent portez par le Titre primordial.

Les rentes de Saint Just ne suffisant pas pour remplir la quantité promise, on en prit divers articles sur des Paroisses étrangères, nommément *six boisseaux sur les Valliers* dans la Paroisse de Brassac.

François de Bourdeille ayant repris la Seigneurie de Saint Just par la mort de son frere, la donna en échange en 1543. au Sr Deshalles, toujours *sous la seule reservation d'un hommage* ; on prit également dans la Paroisse de Brassac *les six boisseaux sur les Valliers* ; l'Exposant en a produit le Contrat sous cote 2. V. les Tenanciers de Puychaut n'y furent de même compris que comme devans quatre boisseaux avec 20. sols d'argent, portez par le susdit Titre primordial.

Le Seigneur de Bourdeille s'étoit si bien dépouillé par cet échange de tout droit de directité sur le Tenement de Puychaut, qu'on a produit au Procès quatorze Contrats, qui remplissent l'espace de près de cent-cinquante ans, c'est-à-dire, depuis 1528. jusqu'en 1672. dans lesquels on n'a nommé que les Seigneurs de Saint Just, qui en même tems ont seuls perçû tous les lods & ventes.

En 1622. le Seigneur de Saint Just rendit hommage à Henry de Bourdeille, portant, *que la Paroisse de Saint Just & tous droits de Justice, avec les droits en dépendans, avoit été laissée en forme d'échange à Pierre Deshalles, sans autre reserve que d'un hommage* : il en reçut l'investiture d'Henry de Bourdeille, conforme à sa déclaration.



Le même Henry de Bourdeille donnant son Dénombrement au Roy le 24. May 1624. dit, *que cette Paroisse de Saint Just est un membre distrait de la Seigneurie de Bourdeille, ô la reserve dudit hommage; & pour la verification de cet article il employa le Contrat d'échange de 1543. par lequel, dit-il, le Seigneur de Bourdeille délaisse ladite Paroisse de Saint Just sous la seule reservation d'un hommage.*

C'est encore *en conformité de ce Dénombrement* que Mr Bertin a acquis la Terre de Bourdeille, comme il le déclare dans l'Acte qu'il a passé avec le Seigneur d'Estourneau le 17. Février 1744. & qu'il fit signifier le 8. Juillet 1749. au Sr Bonhur, qui a bien voulu prêter à l'Exposant la signification qui sera remise devers Mr le Rapporteur, sous cote

Quatre ans après le susdit Dénombrement, c'est-à-dire, en 1628. le même Henry de Bourdeille ayant trouvé dans ses Archives le Bail primitif de 1461. que ses auteurs n'avoient pas remis aux Seigneurs de Saint Just, & ne pensant plus aux susdites aliénations, fit condamner les Tenanciers de *Puychant* d'exporter & reconnoître de tout ce Tenement, sous les confrontations exprimées dans le Bail, & de payer, *à raison desdits lieux*, quatre boisseaux Froment & la suite, sans faire aucune mention des Seigneurs de Saint Just, de conforce, ni d'indivis. Ce Jugement qui fut rendu au Présidial, ne comprend que 10. sols, par quelque erreur dont on a expliqué la Cause au Procès, mais il embrasse la totalité de l'acapte.

Le Seigneur de Bourdeille le fit signifier au Seigneur de Saint Just un mois avant de vouloir le ramener à exécution contre les Tenanciers, sans lui donner encore aucune qualité de partprenant, ni de confort dans ce Tenement.

Car le prétendu Acte de main-mise informe de l'année 1647. que le Sr de Saint Just a produit, & qui n'avoit plus vû le jour, n'indique autre chose si ce n'est que son auteur se voyant dépouillé de tout le Tenement, pour n'entrer pas en Procès avec un Seigneur infiniment plus puissant que lui, prit le parti, en ladite année 1647. de faire valoir quelque Collationné d'une prétendue Reconnoissance de 1530. dont l'original n'a jamais paru, & où l'on avoit doublé la rente de deux Tenemens, l'un appelé *la Saigne*, dont les Srs de Saint Just ont dans la suite, & après



bien des Procès , abandonné la surcharge , l'autre Tenement , dont la rente est doublée , est celui de *Puychaut* , duquel il s'agit à present.

Depuis ces époques on ne voit qu'une multitude de Procédure où les Receveurs de Bourdeille demandoient , tantôt la totalité du Devoir , & tantôt la moitié : les Tenanciers s'y oppo-  
soient toujours , en demandant que le Sr de Saint Just , comme leur garant , fût mis en Cause.

En 1658. un Seigneur de Saint Just attrqua le Sr Goumondie , ayeul de l'Exposant , qui dans l'ignorance de l'échange de 1543. & de tout ce qui l'avoit suivi , plaïda jusqu'en 1664. & soutint que toute la rente de Puychaut appartenoit au Seigneur de Bourdeille , suivant le Titre de 1461. & la Sentence de 1628. *qui avoit fixé le reglement de la salmate à quatre boisseaux* ; il produisit même une Quittance de la totalité de la rente qu'il disoit lui avoir été concédée par le Seigneur de Bourdeille en 1663.

Par la Sentence de 1664. il fut condamné de payer quatre boisseaux & la suite au Sr de Saint Just , conformément à la Reconnoissance de 1530. ce qui supposoit , ou que le Seigneur de Bourdeille n'avoit nul droit , ou que le Tenement devoit huit boisseaux. L'ayeul de l'Exposant en fit apel sur le champ , & l'on ne voit point qu'il s'en soit départi.

Avant & depuis cette époque , la famille des Goumondie a souffert plusieurs persecutions de la part des Srs de Saint Just , qui en vinrent jusqu'à l'assassinat & à d'autres excès fort appro-  
chans , à raison de quoi un d'entr'eux fut condamné à mort par Sentence du 29. Août 1659. expliquée à la page 2. de la Requête du 17. Avril 1747.

Depuis ces époques jusqu'en 1699. il n'y eut que trouble dans la perception respective des deux Seigneurs , & beaucoup de Procédure , dont Mr Bertin a raporté les Extraits qui lui sont les plus avantageux.

Enfin en 1703. les deux Seigneurs, après s'être disputé la totalité du Devoir & tout le Tenement de Puychaut, qu'ils s'étoient fait adjuger par divers Apointemens de 1699. & 1701. prirent le parti de vouloir établir un droit d'indivis , par le doublement de la rente , dans la Transaction qu'ils passerent le 13. de May , sans y appeller aucun Tenancier.



Mais le Procès fut si peu terminé par là, que les deux Seigneurs continuant leurs poursuites, le Seigneur de Bourdeille dans son Dire du 27. Août 1705. soutint, malgré la Transaction, *que toute la rente qu'il avoit fixée à quatre boisseaux lui appartenoit*, & qu'il n'avoit ni conforce ni indivis avec le Sr de Saint Just. Mr Bertin en a produit la preuve sous cottes 6. S. & 6. V.

En 1713. le Fermier du Seigneur de Bourdeille obtint également condamnation pour la totalité du devoir, puisqu'on y comprit les 20 sols de rente en argent malgré la division faite en 1703.

Le Seigneur de Saint Just de son côté par deux Exploits de 1707. demanda *toute la rente* portée par les Actes de 1527. & 1543. de laquelle il a toujours été payé, & en 1717. il fit un Acte de main-mise & une Saisie féodale pour *le même montant*, sans parler de moitié d'indivis ni de conforce.

En 1720. Mr Bertin acheta la Terre de Bourdeille du Sr de Jumilhac qui en étoit le Seigneur; l'état des rentes qui lui fut signifié le 3. Avril 1721. comprend quatre boisseaux Froment & la suite, avec 20. sols en argent, ce qui formoit la totalité du Devoir; il n'y est point encore parlé d'indivis ni de conforce; c'est précisément sous cette quantité que la Terre a été vendue, & Mr Bertin a déclaré, en transigeant en 1744. avec le Sieur d'Estourneau, avoir acheté la Terre de Bourdeille *sur le pied du Dénombrement de 1624.* ce qui forme une Fin de non-recevoir particuliere.

En 1730. & 1732. Mr Bertin fit condamner par son Juge ordinaire de Bourdeille un simple Païsan nommé Puypeyroux au paiement de quatre boisseaux Froment & la suite, avec 20. sols d'argent: ce Païsan fit apel en 1738. au Sénéchal de cette condamnation, & demanda pour lors sa garantie contre l'Exposant & partie des autres Tenanciers de Puychaut. Telle est l'origine ou le renouvellement de ce Procès.

Il a été jugé au Sénéchal par Sentence du 2. May 1741. qui sans s'arrêter aux nullitez proposées contre les Apointemens de 1730. & 1732. déclare les Tenanciers non-recevables, soit dans l'apel qu'ils avoient interjeté, soit dans les Lettres de restitution prises par Puypeyroux, lequel est condamné d'exporler le Tenement de Puy-



chaut au profit de Mr Bertin , *ET CE POUR LE DROIT QU'IL Y PREND* : voilà le mot qu'on y glissa par les voyes expliquées au Procès , page 11. des Griefs du 2. Juin 1745.

L'Exposant n'ayant pas voulu se soumettre à cette Sentence qui doubloit le Devoir que ses auteurs avoient toujours refusé depuis quatre-vingts ans , fut assigné le 11. May 1744. aux Requêtes du Palais par Mr Bertin , pour le payement de quatre boisseaux & la suite , comme ne formans que la moitié du Devoir , mais l'on y joignit de plus deux Gelines & 20. sols de Taille aux quatre cas , à la faveur de deux broüillons de Reconnoissance de 1519.

Le Juillet 1744. il fut prononcé un Jugement portant Pièces mises sur la demande de l'Exposant , tendante à ce que le Sr de Saint Just fût mis en Cause , malgré la resistance de Mr Bertin , qui s'y opposoit. Le 12. Décembre suivant l'Exposant fit apel de la Sentence de Perigueux , qui préjugeoit le doublement de la rente & le conforce du Sr de Saint Just , par les trois mots qu'on a expliquez.

Les Griefs contre la surcharge ont été démontrez par l'application des Actes de 1527. & 1543. par l'hommage de 1622. par le Dénombrement de 1624. par le Jugement de 1628. par nombre de Contrats faisans ouverture de Fief , passez durant un siècle & demi , & par le payement des lods & ventes sur ces mêmes Contrats.

Pour combattre toutes ces démonstrations , Mr Bertin oppose deux Pièces capitales. 1°. Un broüillon de Reconnoissance de 1519. dont il a été fait des Collationnez en différens tems , sans qu'on ait jamais pû voir l'original : le dernier est du mois de Juillet 1747. fait après avoir apellé l'Exposant ; mais il ne trouva qu'un miserable lambeau de Papier , sans seing de Notaire ni de Parties , sans date , sans nom du Seigneur , & qu'on avoit placé dans un vieux cayer dont il ne dépend point. Ces Faits sont établis par le Verbal de Mr le Commissaire : l'Exposant demanda vainement que le prétendu original fût mis au Procès pour être examiné , ne pouvant pas le faire lui-même ; Mr Bertin s'y opposa , contre l'usage & les formalitez ordinaires du Palais.

Ce broüillon de Reconnoissance contient de plus deux Ge-



lines & la Taille aux quatre cas ; surcharge évidente & abandonnée, qui prouve la fausseté ou l'iniquité de toute la Pièce.

Enfin, il n'y est point referé qu'elle ait été faite en presence de Témoins ; défaut qui seul rend la prétendue Reconnoissance indigne de foi, parce que selon l'article 66. de l'Ordonnance du Roy Louïs XII. de l'année 1498. conforme à la disposition des nouvelles 1. 44. & 73. les Actes faits devant un Notaire seul sont nuls, & ne méritent aucune foi, s'ils n'ont été faits en presence de Témoins ; Maurice-Bernard, liv. 2. chap. 5. fait même remonter la nécessité des Témoins au tems du Prophète Jeremie.

L'autre Pièce opposée par Mr Bertin, est un simple Collationné d'une autre prétendue Reconnoissance de 1530. dont également on n'a jamais pû voir l'original, quoi qu'il ait été demandé par l'Abbé de Branthome, ou son Procureur ; il contient pareillement une surcharge évidente & abandonnée par rapport au Tenement de la Saigne, dont on avoit doublé la rente, pour contenter deux Seigneurs qui la reclamoient ; par quelle raison le fabricant auroit-il été plus scrupuleux sur le Tenement de Puyehaut, dont il doubla de même le Devoir ?

D'ailleurs, quand même les deux prétendues Reconnoissances de 1519. & 1530. seroient rapportées en forme probante, & qu'on les supposeroit sinceres & réelles, elles ne sçauroient dans le fonds tirer à aucune conséquence, il faudroit croire que François de Bourdeille en ayant reconnu le vice & la surcharge, les avoit abandonnées par les Contrats de 1527. & 1543. puisque par ces deux Actes cédant la Paroisse de Saint Just, *sans aucune reserve que celle d'un hommage*, il ne donna le Tenement dont il s'agit que sur le pied de *quatre boisseaux Froment, quatre boisseaux Avoine, & 20. sols d'argent* ; il faudroit encore convenir qu'Henry de Bourdeille recevant posterieurement en 1622. l'hommage du Sr de Saint Just, & fournissant lui-même au Roy son Dénombrement en 1624. relativement au Titre de 1543. avoit couvert, abandonné & anéanti les deux susdites prétendues Reconnoissances ; & selon la déclaration faite par Mr Bertin dans la Transaction passée en 1744. avec le Sr d'Estourneau, il a acheté la Terre de Bourdeille *en conformité du susdit Dénombrement*.

Le Contrat de 1543. contient l'érection de l'enriere Paroisse



de Saint Just *en Fief & en Justice* ; il a été exécuté , & l'est encore , puisque *la Terre de Saint Just fait hommage à celle de Bourdeille* : a-t-on jamais pû , & peut-on y donner la moindre atteinte ? C'est un Titre commun entre les Seigneurs de Bourdeille & de Saint Just , peuvent-ils le contredire l'un ni l'autre , ni opposer aucune prescription contre ce Titre ? Le Sr de Saint Just a soutenu la négative dans son dernier Ecrit : il est en effet de maxime constante & invariable que dès le moment qu'un Contrat d'inféodation est dans son entière perfection , *non licet alterutri quicquam immutare aut derogare* , c'est , ainsi que s'explique Dumoulin , tit. des Fiefs , §. 3. num. 30. où il enseigne que le Fief entre le Seigneur & le Vassal est un Contrat sinalagmatique obligatoire , *ultra citroque* , qui ne se forme que par le concours & le consentement mutuel du Seigneur & du Vassal , d'abord par la seule volonté du Seigneur qui le concède , ensuite par la volonté du Vassal qui le reçoit ; & quand il est une fois formé , il ne dépend plus de l'un ou de l'autre de l'anéantir , de le retraindre , de le détériorer : *feudum constituitur destinatione patroni & clientis simul , & non alterius eorum tantum , quia non dependet à voluntate unius sed duorum , & à vero Contractu ultra citroque obligatorio* ; l'Auteur cite la Loi *labeo* , §. *Contractum* , ff. de verb. sign.

Si le Sr de Saint Just avoit d'abord opposé ces maximes à Mr Bertin , & qu'il eût pris le fait & cause pour l'Exposant , comme il le devoit , il auroit par là même , *& ipso facto* , anéanti les prétendues Reconnoissances de 1519. & de 1530. comme contraires , *nexui clientelari* , au Titre d'inféodation de 1543. parce que *forma prioris investiturae semper debet attendi tanquam radix & origo & secundum eam sequentes recognitiones regulari*.

Outre l'interêt qu'avoit le Sr de Saint Just de prendre ce parti pour conserver sa rente & sa directité sur ses Tenanciers dans leur intégrité , il en avoit encore un autre ; il est le principal Tenancier dans le Tenement dont il s'agit , en sorte que si Mr Bertin venoit à obtenir en Cause , le Sr de Saint Just deviendrait son Tenancier , & seroit tenu de la majeure partie de la rente ; mais le Sr de Saint Just a toujours été , & est encore défendu par la même plume que Mr Bertin.

Peut-on en douter à voir le personnage qu'il a fait dans cette



Instance , personnage si opposé à ses veritables interêts , qu'il n'ait fait son traité avec Mr Bertin , dans l'objet d'écraser l'Exposant , par une suite de la persecution de ses auteurs , il la continuë dans tous les genres ? Non-content de diriger ses Procédures & ses affirmations uniquement contre l'Exposant , il lui prodigue les qualifications les plus odieuses , d'indiscret , de Plaideur impitoyable , de malin , & de perfide ; son frere le Sr Chevalier de Saint Just , étant en chasse le 10. du mois d'Avril dernier , fit tirer un coup de Fusil , par le nommé Jean Pichon son Domestique , sur les Brébis de l'Exposant , qui païssoient dans son propre fonds : ce Domestique en tua deux , & en blessa plusieurs autres. L'Exposant en se défendant, défend pourtant les interêts du Sr de Saint Just contre Mr Bertin, & il se flatte d'avoir prescrit dans le Public & parmi ses Concitoyens la qualité d'homme paisible & sans reproche.

Mais quel que soit le motif de l'union du Sr de Saint Just avec Mr Bertin , il ne seroit pas juste qu'elle tournât *in necem tertii* , qu'elle pût servir à canoniser une surcharge manifeste au préjudice de l'Exposant & de ses conjoints , *fraus nemini patrocinatur* ; le Sr de Saint Just , Seigneur du Tenement dont il s'agit , doit en garantir la directité envers & contre tout autre ; c'est la Loi des Fiefs & des Censives ; l'Exposant est en droit de faire valoir les exceptions de son garant.

Si l'on retranche du Procès , comme on le doit , les deux chiffons de prétendues Reconnoissances de 1519. & 1530. Mr Bertin est obligé de prendre condamnation , & la surcharge reste démontrée. Tel est en substance un grand Procès qui dure depuis quatre-vingts ans , & qui a forcé l'Exposant de faire cinq Imprimez , où sa Cause est mise en évidence.

Ce qu'on vient de rapporter suffit pour refuter le Dire fourni par le Sr de Saint Just le premier du present mois de May , concernant la garantie & la restitution demandée par l'Exposant : il est prouvé que le Tenement de Puychaut ne doit que quatre boisseaux Froment , quatre boisseaux Avoine , & 20. sols de rente , avec 2. sols 6. deniers d'acapte : si la directité de ce Tenement étoit commune & indivise entre Mr Bertin & le Sr de Saint Just , ce dernier ne pourroit plus prétendre que la moitié



de cette rente ; & l'ayant reçûe par entier pour le passé, il ne pourroit éviter d'en restituër la moitié, si même par impossible Mr Bertin faisoit juger que la rente en Grains est de huit boisseaux Froment & huit boisseaux Avoine, le Sr de Saint Just seroit toujours tenu de la restitution de dix sols annuellement, parce qu'il en a reçû 20. pour chaque année, & qu'aux termes du Bail à Fief de 1461. la rente en argent n'est que de vingt sols, de même que dans les Actes de 1527. & 1543. il n'y a en tout cela ni subtilité ni équivoque.

A l'égard du Retrait feodal prétendu par le Sr de Saint Just, l'Exposant n'a jamais promis de faire l'accommodement ou échange dont parle le Sr Part. adv. que dans le cas où l'Edit de 1555. apellé l'Edit du Perigord, n'y fût pas observé : si le Sr de Saint Just avoit jugé à propos de rapporter la déclaration de Me. Blanchardieres, l'Exposant est persuadé qu'on y trouveroit la preuve de cette condition, & de l'aveu sincere de cet Avocat de n'avoir jamais vû cet Edit : l'on a établi qu'il a été enregîtré, soit en la Cour, soit au Sénéchal de Perigueux ; il est, & a toujours été suivi dans la Sénéchaussée de Perigueux ; on a dit la raison pourquoi il ne l'est pas dans la Sénéchaussée de Sarlat, elle étoit démembrée de celle de Perigueux avant 1555. & cet Edit n'a jamais été enregîtré à Sarlat.

Mais d'ailleurs des propositions, des paroles d'accommodement, ou d'un échange, lient-elles, tout autant que l'accommodement ou échange n'est pas consommé ? Le Sr de Saint Just proposa pour l'exécution un morceau de Pred où l'on n'a jamais fait de Foin, qui ne vaut même rien pour le pacage : en un mot, il abandonna lui-même, & couvrit les propositions de l'arrangement proposé par son Exploit d'assignation.

Il est improposable de la part du Sr de Saint Just, de dire que le délai fixé par l'Edit du Perigord n'a pas couru pendant sa minorité ; Lapeyrere atteste que la prescription pour les droits seigneuriaux court contre le mineur tout comme contre le majeur ; il est même de regle, selon la doctrine de Dunod, traité des prescriptions, part. 3. de la prescription contre les mineurs, chap. 1. p. 243. & suivantes, que les prescriptions annales, ou d'un moindre tems, établies par les Coûtumes ou par les Ordon-



nances, telles, dit-il, que celle du Retrait ou lignager ou féodal, ont lieu contre les mineurs tout comme contre les majeurs, par la raison que les délais donnez pour l'exercice de semblables actions, sont regardez comme un droit public.

On ne s'arrête point à la distinction cerebrine du Sr de Saint Just entre les termes, notification & signification par un Notaire ou par un Huissier.

Du reste, le Sr de Saint Just a voulu donner à entendre que le Sénéchal n'ayant point prononcé sur la demande en Retrait, la Cour ne pouvoit y statuer sans tomber dans le cas de l'évocation, prohibé par les Ordonnances : l'Exposant à cet égard déclare, tout comme a fait le Sr de Saint Just, s'en remettre à la sagesse de la Cour.

PARTANT, l'Exposant conclût comme au Procès.

Monsieur DE LACOLONIE, Rapporteur.

BIBLIOTHEQUE  
DE LA VILLE  
DE PERIGUEUX

Me. PAROUTY, Procureur.

Extrait du procès que M<sup>r</sup>. Bertin a fait signifier  
Le 6. jour 1750.

P. 1. au milieu. » avant d'entrer en matière le Suppliant commence  
» par confesser les inexactitudes des gens d'affaires.

» La première consiste en ce que contre la teneur du titre primordial  
» on a demandé 2. gelines et 20<sup>e</sup>. de taille au 4. cas. La reconnaissance  
» du 14. may 1519 dans la quelle se trouve l'erreur a occasionné cette  
» demande Le J<sup>s</sup>. s'en est départi des qu'on a remarqué que le titre  
» primordial n'en faisoit pas mention.

» La 2<sup>e</sup>. porte sur la reconnaissance du fiefement puychaud  
» vulgairement dit peigne que les anciens regisseurs de la terre de Boudaille  
» purent pour celui de puychaud lors des collations fait en 1677. La confes-  
» sion des nous dans des actes de plus de 200 ans avant donné lieu à cette inexactitude, elle a  
» été abandonnée des qu'elle a été connue.

» La 3<sup>e</sup>. erreur le réduit à la demande de 20<sup>e</sup>. de rente en argent au lieu de 10<sup>e</sup>.  
» faite par les anciens et nouveaux regisseurs de la terre de Boudailles qui n'avoient droit  
» de demander que 10<sup>e</sup>. pour la moitié du devoir de puychaud dû à cette seigneurie  
» mais les regisseurs se sont eux mêmes reformez. ainsi on a usé chancellerie en 1665.  
» ainsi en ont usé ceux qui l'ont suivi donc tout ce qui peut être relatif à ces inexactitudes  
» devient inutile et n'ont pas dû attirer au J<sup>s</sup>. des reproches calomnieux

P. 14. à la fin. » il se plaint de ce que quelques avances qu'il ait faites pour engager  
» le J<sup>s</sup>. à un accommodement il n'a pu y parvenir. à l'appuy de cette supposition il cite  
» un des fils du Suppl. et le J<sup>s</sup>. l'aulant ami de confiance de toute la famille



- " il ne seroit pas difficile de rapporter leur témoignage entièrement opposé à son allégation. Il  
 " cite feu M<sup>r</sup>. arnaud connu par la probité Le J<sup>r</sup>. remettra entre les mains de M<sup>r</sup>. Le  
 " rapporteur une lettre originale de la dignité ecclésiastique à la quelle il en joindra une d'un  
 " gentil homme de réputation qui a voulu tenter l'accommodement elle justifie pleinement la  
 " fausseté de la que la part. adv. a osé supposer. La matière n'est pas assez sérieuse pour mentir  
 " une signification. Le J<sup>r</sup>. gonmondie reproche au J<sup>r</sup>. quoyant divers autres procès il affirme  
 " contre luy seul et qu'il a gardé le procès 22. mort.  
 " Les deux faits sont vrais Le suppl. n'est dans l'usage d'affirmer que contre ceux qui luy en donnent  
 " l'exemple c'est le cas du J<sup>r</sup>. gonmondie et si le J<sup>r</sup>. a gardé aussi longtemps le procès c'est après que le  
 " part. adv. l'a gardé pendant 21. mort mais son exemple et sa conduite ne doivent jamais servir d'exemple  
 " La lettre de M<sup>r</sup>. d'urancourt avocat sera pareillement remise à M<sup>r</sup>. Le J<sup>r</sup>. pour faire voir que le J<sup>r</sup>.  
 " a fait toutes les diligences pour ne pas retarder la décision d'un procès aussi ancien.  
 " En terminant la long procès que la matière et la teneur n'ont pas permis de réduire le J<sup>r</sup>. ne peut le  
 " refuser de mettre sous les yeux de la cour l'importance et la conséquence de l'intérêt de la famille des J<sup>r</sup>.  
 " gonmondies qui les anime avec tant d'opiniâtreté depuis 125 ans.  
 " Le J<sup>r</sup>. gonmondie ne fut tenuitueux dans le duché que de 1622. et jusques là il n'y avoit point eu de  
 " contestation tant aux après le procès commença contre andrieu gonmondie et les Comptes il continue  
 " encore aujourd'hui à la poursuivre seule de la part. adv.  
 " L'objet de la contestation est de 4 Boiss<sup>es</sup>. de froment et autant d'avoine qu'on veut dit il  
 " n'importe en égarant les tenanciers. or la valeur de cette prétendue usurpation est annu-  
 " commune de 10. à 12. liv. (on n'étoit le n<sup>o</sup>)  
 " on suppose que la part. adv. possède le 10<sup>e</sup>. du territoire la servit par conséquent  
 " dans son système une diminution de rente de 10<sup>e</sup> à 12<sup>e</sup>. par an qu'il payeroit de moins à chacun  
 " des deux seigneurs, les Comptes payent leur Cotte et sont tranquilles  
 " Les dépenses de la part. adv. sont si pleines de fiel que quiconque en prendroit lecture sans  
 " être instruit de l'objet de tant d'animosité seroit persuadé qu'il s'agit de crimes, d'autorité  
 " d'usurpation, de larcin, de fraude, de rancune, de fausseté, et apparemment d'avidité pour  
 " les richesses Les deux seign<sup>rs</sup>. s'efforcent depuis deux siècles de déposséder le Censitaire de tout son bien  
 " Les anciens titres qui s'expriment par le mot de salmarte sont très communs dans la  
 " province et servent sur le pied de 9. Boiss<sup>es</sup>. par salmarte si la cour autoriseroit les prétentions  
 " de la part. adv. quelle multitude de procès succéderoit à la bonne foy et au calme général.  
 " En fin. pour ne pas prescrire le procès le J<sup>r</sup>. ne peut point de conclusions contre les imp-  
 " et calomnie grossières répandues contre son honneur dans les requêtes imprimées de la part.  
 " adv. persuadé que la cour ne sauroit lire des imputations si calomnieuses de meurtres par  
 " les pièces du procès sans en être frappée et sans rendre justice à un homme qui a l'honneur  
 " d'être un de ses membres.